ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 octobre 1993, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut des militaires court terme", a donné le 17 novembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 oktober 1993 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende statuut van de militairen korte termijn", heeft op 17 november 1993 het volgend advies gegeven :

Proposant.

Le proposant de l'arrêté de présentation s'écrira comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre de la Défense nationale;".

Dispositif.

Observations générales.

1. A plusieurs reprises le texte en projet abuse de l'expression "de plein droit"; il en est ainsi, par exemple, des articles 18 et 19 qui visent, notamment, des hypothèses où doivent préalablement être prises des décisions. Par contre, lorsqu'aucune décision n'est requise, l'expression est adéquate, par exemple à l'article 17, § 2, alinéa 2.

2. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc. ..., et non "Article 2.", "Article 3.", etc. ...

3. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut en particulier pour les articles 7 et 14.

4. Dans l'ensemble du texte, il faut remplacer les mots "sur base" par les mots "sur la base de". On écrira aussi, non pas "suite à", mais "à la suite de". Par ailleurs, les auteurs du projet abusent des termes "visés à"; le plus souvent, on écrira "prévu à".

5. Lorsqu'il est fait référence à un article de l'avant-projet on omettra les mots "de la présente loi".

6. Lorsqu'il est fait référence à des alinéas d'un même article, on utilisera les mots "alinéa 1er", "alinéa 2", etc. ..., et non "premier alinéa", "deuxième alinéa" etc. ... .

Observations particulières.

On écrira : "Chapitre premier".

Article 1er.

1. A l'alinéa 1er, on précisera que la durée de cinq ans est calculée d'après les services accomplis dans l'une ou l'autre catégorie du personnel.

La dernière phrase de l'alinéa 1er sera, dès lors, rédigée comme suit :

"La durée globale des services dans le cadre court terme ne peut excéder cinq années, quelle que soit la catégorie du personnel dans laquelle le militaire a servi".

En outre, le texte néerlandais de la deuxième phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, on précisera à quelle loi renvoient les termes "... de par la loi".

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

La disposition en projet est de nature à créer l'insécurité juridique dès lors qu'il s'imposera, chaque fois, de rechercher si les dispositions législatives et réglementaires applicables au militaire sont compatibles ou non avec la loi en projet.

Article 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de fusionner les alinéas 1er et 2.

En outre, le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 serait mieux rédigé s'il était tenu compte des osbervations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

1. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 7. Pour pouvoir être agréé comme candidat, il faut satisfaire aux conditions suivantes :

1° être belge;

2° ... (comme au 1° du projet);

3° ... (comme au 2°);

4° ... (comme au 3°);

5° ... (comme au 4°);

6° ... (comme au 5°);

7° ... (comme au 7°);

8° ... (comme au 8°)".

Le 6° du texte en projet doit être omis, cette disposition faisant double emploi avec le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2.

Dans la suite du texte il faudra adapter les références.

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, on écrira :

"Pour le militaire du cadre de réserve, l'agrément comme candidat emporte l'acceptation de la démission du grade dans ce cadre".

3. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, on écrira, au 1° :

"1° les règles relatives à l'appréciation des qualités ... physiques avant et pendant la formation ainsi qu'au terme de celle-ci;".

Le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 4°, on écrira :

"4° les modalités d'agrément et de classement ainsi que les besoins des forces armées".

Au 5°, mieux vaut écrire :

"5° les conditions prévues à l'alinéa 1er, 5°, pour pouvoir souscrire un engagement et celles requises pour pouvoir souscrire un rengagement;".

Article 8.

1. Mieux vaut faire un alinéa des alinéas 2 et 3.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 1er, alinéa 4, selon les officiers délégués les mots "en temps de guerre" doivent être remplacés par les mots "en période de guerre" (1).

En outre, dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "geschiedt"au lieu de "gebeurt".

Article 9.

Comme la mobilisation de l'armée et la remise de celle-ci sur pied de paix sont décidées par le Roi, il ne convient pas d'habiliter le Ministre de la Défense nationale à fixer le moment auquel la prorogation prendra fin. Mieux vaut habiliter le Roi.

Article 10.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, on écrira "tout ou partie".

---

(1) Voir article 3, § 1er, 1° de l'avant-projet de loi relative à la mise en oeuvre, mise en condition, aux périodes et aux positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, qui a fait l'objet de l'avis L. 22.854/9

Article 12.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire du paragraphe 2, ainsi que de l'alinéa 2 du même paragraphe, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

1. Dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, on omettra le mot "définitivement".

2. Par ailleurs, au 1°, il convient d'écrire "par la réussite de formation" et, au 3°, on écrira "par le retrait définitif de l'emploi".

Article 14.

1. Comme cet article doit être divisé en alinéas, il convient d'adapter les références internes.

2. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, 1°, on écrira :

"1° celui ... insuffisante :

a) soit ...;

b) soit ...;

c) soit ... .

3. Au même paragraphe, 1°, c), on omettra les mots "sur le plan de la condition physique".

La même observation vaut pour le paragraphe 3, 1°, devenant l'alinéa 3, 1°.

4. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, mieux vaut écrire :

"Le Roi :

1° arrête les modalités et procédures d'appréciation des qualités professionnelles, caractérielles, morales et physiques;

2° désigne l'autorité ...de la qualité de candidat".

Article 17.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Par souci de concordance avec la terminologie utilisée dans l'avant-projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis précité L. 22.854/9, les termes "mis en

préavis" doivent être remplacés au paragraphe 2, alinéa 1er, in fine, par les mots "mis sur préavis" (1).

3. A l'alinéa 2, du paragraphe 2, on écrira "... accordés à la demande des intéressés cessent de plein droit en période de guerre".

Article 18.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 19.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 19. L'engagement ou le rengagement prend fin de plein droit dans les cas suivants :

1° mise à la pension pour cause d'inaptitude physique définitive à tout service militaire;

2° perte de la qualité de candidat officier, de candidat sous-officier ou de candidat volontaire court terme;

---

(1) Encore que l'expression "mise sur préavis" soit linguistiquement discutable".

3° signature d’un acte d’engagement :

a) comme candidat (la suite comme au projet);

b) comme officier auxiliaire;

4° perte de la nationalité belge.

En outre, l’engagement peut être résilié, soit d’office, soit sur demande, aux conditions et selon la procédure fixées par le Roi".

Article 20.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le Conseil d’Etat n’aperçoit pas clairement les raisons pour lesquelles n’est pas également visée, au 2°, l’hypothèse de la résiliation d’un engagement.

Une observation similaire vaut pour l’article 21, 1° et 2°.

3. Par ailleurs, au même 2°, il faut écrire "sur la base de l’article 19, alinéa 2".

Article 21.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé d'après le modèle de la phrase liminaire de l'article 20.

2. Au 1° on écrira : "... qui, pour quelque raison que ce soit, ne termine ...;".

3. Le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

1. La délégation conférée au Roi pour fixer les mesures d'accompagnement en vue du reclassement des militaires court terme et les conditions qu'ils doivent remplir pour en bénéficier est manifestement excessive.

Ces mesures et conditions doivent être précisées, dans la loi elle-même.

En effet, des mesures d'une telle importance, qui touchent aux droits et obligations des intéressés, ne peuvent être que le fait du législateur.

2. Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans le présent avis à propos du terme "reclassering".

Article 27.

L'article 55, 2° de la loi du 1er mars 1958, modifié par la loi du 18 février 1987, ne contient que les divisions "a)" et "b)". Il devrait, dès lors, être complété par un point "c)", et non "d)".

La même remarque vaut pour l'article 34 qui modifie l'article 3, 2°, de la loi du 18 février 1987.

Article 29.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire de l'article 1er, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Dans l'article 1er en projet, on écrira in fine "... ; celui des sous-officiers court terme est fixé par la loi du ... portant statut des militaires court terme".

La même observation vaut pour la disposition en projet sous l'article 31 du présent avant-projet.

Article 31.

Le texte néerlandais de l'article 1bis, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 37.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 37. A l'article 26 de la même loi, modifié par la loi du ... relative au statut du personnel militaire (1), sont apportées les modifications suivantes :".

2. Le texte néerlandais de l'article 3bis, en projet, alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 38.

On écrira :

"Art. 38. L'article 31, § 1er, de la même loi est abrogé, sauf en ce qui concerne les militaires suivants :

1° ceux qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, effectuent des prestations volontaires d'encadrement;

---

(1) dont l'intitulé serait "modifiant différents statuts du personnel militaire" si la suggestion formulée par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis L. 22.855/9 était retenue.

2° les miliciens qui, en vue d'une opération militaire spécifique, souscrivent un engagement après l'entrée en vigueur de la présente loi;

3° les miliciens qui, en vue de leur formation de para-commando, souscrivent après l'entrée en vigueur de la présente loi, un engagement qui porte leur période de service actif à quinze mois".

Article 40.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. On écrira, au paragraphe 1er, 1° : "... en vertu de l'article 19, alinéa 1er, 2°", et au 2° on visera l'article 19, alinéa 2.

3. Le texte néerlandais des paragraphes 2 et 4 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 42.

La disposition permettrait au Roi de compléter les dispositions transitoires de la loi en projet. Cela ne peut être admis. Les dispositions transitoires doivent être l'oeuvre du législateur lui-même.

Au demeurant, aucune explication n'est fournie, dans l'exposé des motifs, au sujet d'une telle délégation.

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Voordrachtformulier.

Het voordrachtformulier van het indieningsbesluit dient als volgt te worden geredigeerd :

"Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken en Onze Minister van Landsverdediging;".

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerkingen.

1. In de ontworpen tekst wordt de uitdrukking "van rechtswege" meermaals verkeerd gebruikt; dit geschiedt bij voorbeeld in de artikelen 18 en 19, die onder meer doelen op gevallen waarin vooraf beslissingen dienen te worden genomen. Wanneer daarentegen geen enkele beslissing vereist wordt is de uitdrukking geschikt, bij voorbeeld in artikel 17, § 2, tweede lid.

2. Behalve wat artikel 1 betreft, dienen de bepalingen van het ontwerp als volgt te worden genummerd : "Art. 2.", "Art. 3.", enz..., en niet "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz. ...

3. Er is geen reden om een artikel in te delen in paragrafen wanneer elke paragraaf slechts één lid bevat. De opmerking geldt in het bijzonder voor de artikelen 7 en 14.

4. In geheel de Franse tekst dienen de woorden "sur base de" vervangen te worden door de woorden "sur la base de". Men schrijve tevens niet "suite à" maar "à la suite de". Bovendien maken de stellers van het ontwerp onnodig veel gebruik van de woorden "bedoeld in"; meestal schrijve men "waarin wordt voorzien in".

5. Wanneer wordt verwezen naar een artikel van het voorontwerp dienen de woorden "van deze wet" te vervallen.

6. Wanneer wordt verwezen naar leden van een zelfde artikel dienen in de Franse tekst de woorden "alinéa 1er", "alinéa 2", enz. ... te worden gebruikt en niet "premier alinéa", "deuxième alinéa", enz. ... .

Bijzondere opmerkingen.

Men schrijve in de Franse tekst : "Chapitre premier".

Artikel 1.

1. In het eerste lid dient te worden duidelijk gemaakt dat de duur van vijf jaar berekend wordt volgens de

diensten die zijn vervuld in een of andere categorie van het personeel.

De laatste zin van het eerste lid moet bijgevolg als volgt worden geredigeerd :

"De totale duur van de diensten in het kader korte termijn mag vijf jaar niet overschrijden, ongeacht de personeelscategorie waarin de militair heeft gediend".

Bovendien schrijve men in de tweede zin "uiterlijk tot" in plaats van "ten laatste tot".

2. In het tweede lid dient te worden duidelijk gemaakt naar welke wet de woorden "... krachtens de wet" verwijzen.

Bovendien zou het tweede lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De bepalingen van deze wet, met uitzondering van ... en 26, gelden eveneens voor de kandidaat-militair ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 3.

In de bepaling onder 1° schrijve men "telkens als" in plaats van "telkens".

In de bepaling onder 2° vervange men het woord "vorming" door het woord "opleiding". Deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

Artikel 4.

De ontworpen bepaling kan rechtsonzekerheid doen ontstaan aangezien telkens zal moeten worden nagegaan of de wets- en verordeningsbepalingen die van toepassing zijn op de militair al dan niet bestaanbaar zijn met de ontworpen wet.

Artikel 5.

In de eerste en de tweede zin behoort het woord "dienst" te vervallen.

Artikel 6.

1. Het tweede lid van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De chef van de generale staf kan, binnen de perken bepaald door de Minister van Landsverdediging, het aantal kandidaat-vrijwilligers korte termijn vaststellen die elke maand naar gelang van de behoeften kunnen worden toegelaten".

2. In paragraaf 2 dienen het eerste en het tweede lid te worden samengevoegd.

Bovendien zou het huidige eerste lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De werving van kandidaat-officieren en -onder-officieren korte termijn wordt georganiseerd in de vorm van een jaarlijks vergelijkend examen. Per jaar wordt slechts één keer ingelijfd".

Het huidige tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Om evenwel tekorten in de aanwerving op te vangen of om te voorzien in uitzonderlijke behoeften, kunnen verscheidene vergelijkende examens en ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Art. 7. Om als kandidaat te kunnen worden aanvaard moet aan de volgende voorwaarden worden voldaan :

1° Belg zijn;

2° ... (zoals in 1° van het ontwerp);

3° ... (zoals in 2°, behoudens dat "naargelang van" moet worden geschreven);

4° ... (zoals in 3°);

5° ... (zoals in 4°);

6° ... (zoals in 5°, met dien verstande dat de woorden "volgens de modaliteiten vastgesteld" vervangen dienen te worden door de woorden "op de wijze die is bepaald");

7° slagen voor de psychotechnische en de overige selectietests;

8° ... (zoals in 8°, met dien verstande dat de woorden "batig gerangschikt zijn voor de wedstrijd" vervangen moeten worden door de woorden "geslaagd zijn voor het vergelijkend examen").

De bepaling onder 6° van de ontworpen tekst dient te vervallen, aangezien die bepaling een doublure vormt met paragraaf 2, die het tweede lid wordt.

Verder in de tekst zullen de verwijzingen moeten worden aangepast.

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men :

"Voor de militair van het reservekader heeft de aanvaarding als kandidaat de aanvaarding van zijn ontslag uit de graad in dat kader tot gevolg".

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men in de bepaling onder 1° :

"1° de regels betreffende de beoordeling van de ... hoedanigheden vóór en tijdens de opleiding alsmede na afloop ervan;".

In de bepaling onder 3° schrijve men "tests" in plaats van "proeven".

In de bepaling onder 4° schrijve men :

"4° de nadere regels inzake aanvaarding en rangschikking alsmede de behoeften van de krijgsmacht".

In de bepaling onder 5° zou het beter zijn te schrijven :

"5° de voorwaarden die in het eerste lid, 5°, worden gesteld om een dienstneming te kunnen aangaan en die om een wederdienstneming te kunnen aangaan;".

Artikel 8.

1. Het zou beter zijn van het tweede en het derde lid één lid te maken.

2. In paragraaf 1, tweede lid, vervange men de woorden "aan de militaire wetten onderworpen is" door de woorden "onder de militaire wetten valt". Dezelfde opmerking geldt ook voor het derde lid.

3. In paragraaf 1, vierde lid, moeten volgens de gemachtigde officieren de woorden "in oorlogstijd" vervangen worden door de woorden "in een periode van oorlog" (1).

Bovendien schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

Artikel 9.

Aangezien het de Koning is die besluit tot mobilisatie van het leger en tot het weer op vredesvoet brengen ervan, gaat het niet aan dat de Minister van Landsverdediging wordt gemachtigd om het tijdstip vast te stellen waarop de verlenging eindigt. Het zou beter zijn de Koning daartoe te machtigen.

---

(1) Zie artikel 3, § 1, 1°, van het voorontwerp van wet betreffende de aanwending, de paraatstelling, de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, waarover advies L. 22.854/9 is uitgebracht.

Artikel 10.

1. In het tweede lid vervange men het woord "vormingscyclus" door het woord "opleidingscyclus" en de woorden "professionele vorming" door het woord "beroepsopleiding".

2. Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De kandidaat kan ertoe verplicht worden zijn opleiding geheel of gedeeltelijk te ontvangen in een ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 12.

1. De inleidende zin van paragraaf 2 zou aldus gesteld moeten worden : "Aangesteld kunnen worden gedurende de opleiding :".

2. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "de voorwaarden voor" in plaats van "de voorwaarden van".

Artikel 13.

1. In de inleidende zin van het eerste lid dient het woord "definitief" te vervallen.

2. Bovendien schrijve men in de Franse tekst in de bepaling onder 1° "par la réussite de formation" en in de bepaling onder 3° "par le retrait définitif de l'emploi".

Artikel 14.

1. Aangezien dit artikel moet worden ingedeeld in leden, behoren de interne verwijzingen te worden aangepast.

2. In paragraaf 1, die het eerste lid, 1°, wordt schrijve men :

1° degene die ... beoordeling krijgt van, hetzij :

a) de ...;

b) de ...;

c) de ... .

3. In dezelfde paragraaf, 1°, c), dienen de woorden "inzake de fysieke conditie" te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3, 1°, die het derde lid, 1°, wordt.

4. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"De Koning :

1° bepaalt de nadere regels en de procedure inzake de beoordeling van de vakbekwaamheid, van het karakter, van de morele en fysieke hoedanigheden;

2° wijst de overheid aan die bevoegd is om het verlies van de hoedanigheid van kandidaat uit te spreken".

Artikel 17.

1. In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "duurt drie maanden" in plaats van "heeft een duur van drie maanden".

2. Ter wille van de overeenstemming met de terminologie die wordt gebruikt in het voorontwerp waarover de Raad van State het voormelde advies L. 22.854/9 heeft uitgebracht, dienen in paragraaf 2, eerste lid, de woorden "die daarvoor op preadvies gesteld worden" vervangen te worden door de woorden "aan wie daartoe een voorafgaande aanzegging is gedaan".

3. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men :

"De tijdelijke ambtsontheffingen die op verzoek van de belanghebbenden zijn toegekend vervallen van rechtswege in een periode van oorlog".

Artikel 18.

In de inleidende volzin schrijve men "Definitieve ambtsontheffing ... geschiedt alleen" in plaats van "De definitieve ambtsontheffing ... heeft alleen plaats".

Artikel 19.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 19. De dienstneming of de wederdienstneming eindigt van rechtswege in de volgende gevallen :

1° pensionering wegens blijvende fysieke ongeschiktheid voor enige militaire dienst;

2° verlies van de hoedanigheid van kandidaat-officier, kandidaat-onderofficier of kandidaat-vrijwilliger korte termijn;

3° ondertekening van een dienstnemingsakte :

a) als kandidaat ... (voorts zoals in het ontwerp);

b) als hulpofficier;

4° verlies van de Belgische nationaliteit.

Bovendien kan de dienstneming worden verbroken, ofwel ambtshalve, ofwel op verzoek, onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald door de Koning".

Artikel 20.

1. De inleidende zin zou aldus gesteld moeten worden : "Met onbepaald verlof worden gezonden".

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de bepaling onder 2° niet tevens het geval wordt vermeld waarin een dienstneming wordt verbroken.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 21, 1° en 2°.

3. Bovendien schrijve men in dezelfde bepaling onder 2° "op grond van artikel 19, tweede lid".

Artikel 21.

1. De inleidende zin zou geredigeerd moeten worden naar het model van de zin die artikel 20 inleidt.

2. In de bepaling onder 1° schrijve men in de Franse tekst : "... qui, pour quelque raison que ce soit, ne termine ...;".

3. In de bepaling onder 3° schrijve men : "die niet langer onderworpen is" in plaats van "die ophoudt onderworpen te zijn".

Artikel 22.

In paragraaf 2 vervange men de woorden "die ophoudt te behoren" door de woorden "die niet langer behoort".

De woorden "te rekenen" mogen vervallen.

Artikel 23.

In de bepaling onder 1° schrijve men "gewone wederoproepingen die niet langer mogen duren dan zevenen-twintig dagen per jaar".

Artikel 26.

1. De aan de Koning verleende delegatie om de begeleidende maatregelen vast te stellen met het oog op de "reclassering" van de militairen korte termijn en de

voorwaarden waaraan zij moeten voldoen om er aanspraak op te kunnen maken gaat duidelijk te ver.

Die maatregelen en voorwaarden moeten nader worden bepaald in de wet zelf.

Zulke belangrijke maatregelen, die te maken hebben met de rechten en plichten van de belanghebbenden, kunnen immers alleen van de wetgever uitgaan.

2. Aangezien de term "reclassering" gedefinieerd wordt als het weer in de maatschappij doen opnemen, inzonderheid van oud-gedetineerden, lijkt het dienstig "herplaatsing" te gebruiken, in plaats van "reclassering".

Artikel 27.

Artikel 55, 2°, van de wet van 1 maart 1958, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987, is slechts ingedeeld in "a)" en "b)". Het zou derhalve moeten worden aangevuld met een punt "c)", en niet "d)".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 34, dat artikel 3, 2°, wijzigt van de wet van 18 februari 1987.

Artikel 29.

1. De inleidende zin van het ontworpen artikel 1 zou aldus gesteld moeten worden : "Onderofficieren van het actief kader zijn :".

2. In het ontworpen artikel 1, schrijve men in fine "...; dat van de onderofficieren korte termijn wordt bepaald door de wet van ... houdende statuut van de militairen korte termijn".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen bepaling onder artikel 31 van het onderhavige voorontwerp.

Artikel 31.

In het ontworpen artikel 1bis schrijve men "van wie" in plaats van "waarvan".

Artikel 36.

1. In de inleidende volzin van het ontworpen artikel 9bis schrijve men "de chef van de generale staf".

2. In de bepaling onder 2° schrijve men : "als die waarvoor voorrang wordt verleend;".

3. Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Degene die niet voldoet aan de voorwaarde gesteld in het eerste lid, 3°, kan evenwel aanspraak maken op de bij het eerste lid ingevoerde voorrang indien hij de werkelijke dienst heeft verlaten sedert minder dan twaalf maanden omdat hij niet meer voldeed aan het leeftijdsvereiste gesteld voor de wederdienstneming van de militairen korte termijn".

Artikel 37.

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 37. In artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van ... inzake de rechtstoestanden van het militaire personeel (1), worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

2. Het tweede lid van het ontworpen artikel 3bis zou beter als volgt worden geredigeerd :

---

(1) waarvan het opschrift "tot wijziging van verschillende rechtspositieregelingen van het militaire personeel" zou luiden indien op het voorstel van de afdeling wetgeving van de Raad van State in het advies L. 22.855/9 wordt ingegaan.

"Degene die met toepassing van het vorige lid, 1°, ... en niet langer behoort tot het reservekader ... vóór een termijn ... verstreken is vanaf zijn toelating ... wet. In voorkomend geval ... wederoproepingen als vrijwilliger met de graad van soldaat".

Artikel 38.

Men schrijve :

"Art. 38. Artikel 31, § 1, van dezelfde wet wordt opgeheven, behalve wat de volgende militairen betreft :

1° degenen die op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet vrijwillige prestaties verrichten om te voorzien in de kaderbehoeften;

2° de dienstplichtigen die met het oog op een specifieke militaire operatie een dienstneming aangaan na de inwerkingtreding van deze wet;

3° de dienstplichtigen die met het oog op hun opleiding tot paracommando, na de inwerkingtreding van deze wet een dienstneming aangaan die hun periode van werkelijke dienst op vijftien maanden brengt".

Artikel 40.

1. In de inleidende volzin van paragraaf 1 schrijve men "Onderworpen is" in plaats van "Is onderworpen".

2. In paragraaf 1, 1°, schrijve men : "... krachtens artikel 19, eerste lid, 2°" en in 2° behoort te worden verwezen naar artikel 19, tweede lid.

3. In paragraaf 2 dient het lidwoord "de" vóór paragraaf 1 te vervallen en schrijve men "Paragraaf 1" in plaats van "§ 1".

4. In paragraaf 4 schrijve men "als gevolg van" in plaats van "ingevolge".

Artikel 42.

De bepaling zou het de Koning mogelijk maken de overgangsbepalingen van de ontworpen wet aan te vullen. Dit kan niet worden gedoogd. Overgangsbepalingen moeten van de wetgever zelf uitgaan.

Er wordt in de memorie van toelichting overigens geen uitleg verstrekt over zulk een delegatie.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van heel wat bepalingen is voor verbetering vatbaar, onder meer doordat hij talrijke letterlijke vertalingen uit het Frans bevat die in het Nederlands niet gangbaar zijn of een andere betekenis hebben, bij voorbeeld "reclassering". Ook verdient het aanbeveling de verouderde term "bekomen" spaarzaam te gebruiken en zo nodig te vervangen door een passend synoniem. Ten blijke van een en ander zijn in het advies talrijke tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
Madame : M. PROOST, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit

De heren : C.-L. CLOSSET, kamervoorzitter,
R. ANDERSEN, staatsraden,
J. MESSINNE, staatsraden,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw : M. PROOST, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.